L. 8812/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 1er avril 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers", a donné le 29 avril 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e april 1964 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen", heeft de 29e april 1964 het volgend advies gegeven :

Le projet exécute la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers.

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Certains articles du projet reprennent des dispositions de la loi du 19 février 1963.

Cette manière de procéder présente des dangers qu'il convient d'éviter. L'insertion de dispositions d'une loi dans un arrêté pourra faire croire qu'elles ont acquis le caractère d'acte du pouvoir exécutif, alors qu'elles conservent leur caractère d'acte du pouvoir législatif. Ce sera, notamment, au moment où des modifications devront être apportées à l'arrêté royal que la confusion pourra naître quant au caractère véritable de ces dispositions.

Il y a lieu, dès lors, d'omettre ces articles du projet. Le texte proposé à la fin de l'avis tient compte de cette observation ainsi que de celles qui seront formulées ci-après.

2. Le projet est divisé en quatre titres, qui se subdivisent eux-mêmes en chapitres. L'importance de la matière ne justifie pas ces subdivisions.

\+

\+ \+

.../...

EXAMEN DU TEXTE .

INTITULE.

Il n'est pas recommandable que l'intitulé d'un arrêté se borne à rappeler que cet arrêté constitue l'exécution d'une loi.

PREAMBULE.

La référence à l'arrêté royal du 12 septembre 1963 réorganisant le Commissariat général au tourisme est superflue et doit être omise.

DISPOSITIF.

Article 2.

Cet article reprend l'article 1er, alinéa 1er, de la loi, en ajoutant à l'énumération de l'alinéa 1er, les dénominations de "gasthof" et d'"auberge", et en le complétant par la phrase : "ou sous toute autre dénomination comprenant l'un de ces mots ou de nature à créer une confusion avec l'un de ceux-ci".

L'alinéa 2 de l'article 1er de la loi autorise le Roi à compléter l'énumération de l'alinéa 1er "en y ajoutant toute autre dénomination, après avoir pris l'avis du comité technique de l'hôtellerie, visé au § 2 de l'article 4".

.../...

En ajoutant les dénominations de "gasthof" et d'"auberge" aux dénominations d'"hôtel", d'"hostellerie", de "motel" et de "pension" ainsi que "toute autre dénomination comprenant l'un de ces mots", le Roi use du pouvoir que lui donne la loi.

En réputant également établissement hôtelier tout établissement exploité sous une dénomination "de nature à créer une confusion" avec les dénominations énumérées, le projet introduit un élément subjectif d'appréciation quant à la question de savoir si un établissement tombe ou ne tombe pas sous l'application de la loi.

Suivant le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est d'ajouter à l'énumération des établissements hôteliers ceux dont la dénomination rappelle sous une autre graphie celles qui figurent dans la loi et l'arrêté. Le texte proposé pour cet article a été rédigé dans ce sens.

Article 3.

L'article 3 du projet reprend l'article 2 de la loi qui dispose que nul ne peut, sans autorisation, exploiter un établissement hôtelier, en y ajoutant : "ni, dans l'exercice de cette activité, utiliser une des dénominations visées à l'article 2".

Le Conseil d'Etat rappelle l'observation qu'il a faite quant au danger de reprendre un texte légal dans un arrêté du pouvoir exécutif. Ce danger est d'autant plus

.../...

grand en l'espèce que le projet ne se borne pas à reproduire sans changement le texte légal, mais y ajoute une interdiction qui ne figure pas en termes exprès dans la loi. Cette addition au texte de la loi paraît d'ailleurs excéder les pouvoirs du Roi : il n'appartient pas au Roi de préciser ni d'interpréter la portée d'un texte légal dont la violation constitue une infraction.

L'article 3 doit donc être omis.

Article 4.

Cette disposition ayant un caractère général, il y aurait lieu d'écrire : "Tout établissement hôtelier...", ce qui permettrait de supprimer la référence à cet article dans les articles 5, 6 et 7 du projet.

Article 5.

Cet article devrait être divisé en deux paragraphes; le 7°, qui n'énonce pas une condition s'appliquant à tout établissement hôtelier, constituerait le § 2.

Article 6.

Au 4°, a, suivant les explications du fonctionnaire délégué, la phrase "sans qu'ils soient obligés d'y prendre pension ou d'y consommer des boissons" signifie : "sans qu'ils soient obligés d'y prendre un repas ou une consommation quelconque". Le texte proposé tient compte de cette explication.

.../...

Article 7.

Au 5°, b, le correspondant du mot "exploitées" ne se retrouve pas dans la version néerlandaise.

Article 9.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'expression "à titre exceptionnel" ne couvre pas la situation qui résulte du fait que toutes les chambres de l'établissement soient occupées. Par exemple, si un hôtel est complet pour toute une saison, l'hôtelier ne peut envoyer chez les particuliers les clients en excédent qui se présenteraient durant la saison.

Le texte proposé tient compte de cette explication.

Article 10.

Le § 1er reproduit l'article 5, 2°, de la loi du 19 février 1963. Il est, dès lors, superflu et doit être omis.

Le § 2 oblige l'exploitant à envoyer au Commissaire général au tourisme un certificat de bonne vie et moeurs au nom de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement en cas de changement de cette personne. Cette obligation se justifie par le fait que l'autorisation peut être refusée ou retirée si celui qui assure la gestion journalière a été condamné pour l'une des infractions prévues dans l'article 5, 2°, de la loi.

.../...

Il se recommande d'insérer cette disposition dans un article nouveau, qui trouverait sa place après l'article 14 du projet.

Article 13.

Aux termes de cet article, le délai de nonante jours dans lequel le Commissaire général doit statuer est un délai de rigueur : l'absence de décision dans le délai équivaut à un refus d'autorisation.

La conséquence que le projet attache à l'écoulement du délai ne se concilie pas avec l'obligation de motiver les décisions refusant l'autorisation. Le fait que le refus serait acquis par la seule expiration du délai est de nature à enlever toute portée réelle à la règle de la motivation, puisqu'il suffira que le Commissaire général au tourisme laisse s'écouler le délai de nonante jours pour que l'autorisation soit refusée sans qu'il doive en donner les motifs.

La motivation des décisions en la matière constitue une garantie importante pour le demandeur. D'après le projet, il appartiendra, en fait, au Commissaire général au tourisme d'accorder ou de refuser cette garantie selon que sa décision sera expresse ou implicite. Ce système compromet les droits de la défense que la loi a entendu sauvegarder par son article 3.

.../...

Article 14.

La première phrase de cet article est inutile. L'article 2 de la loi dispose déjà que nul ne peut sans autorisation exploiter un établissement hôtelier.

Le Conseil d'Etat constate que, dans l'article 14 tel qu'il est rédigé, l'absence d'une décisiom expresse entraîne l'autorisation alors qu'à l'article 13 l'absence de décision constitue un refus.

Article 15.

Le § 1er qui paraphrase l'article 5, 1°, de la loi doit être omis pour les motifs énoncés dans les observations générales.

D'ailleurs, le § 1er est incomplet : il ne vise pas les infractions aux dispositions du chapitre III du titre III du projet, alors que ces infractions peuvent être sanctionnées par le retrait définitif ou temporaire de l'autorisation, dans les conditions que les articles 21 et 22 du projet prévoient.

Au § 2, il ne suffit pas de prévoir que les motifs de ce qui constitue un projet de décision soient communiqués à l'intéressé ; il importe encore que la décision qui retire l'autorisation soit motivée.

.../...

D'autre part, il résulte indirectement de l'article 16 du projet que la décision doit être notifiée par lettre recommandée à la poste. Cette formalité devrait être imposée de manière expresse dans l'article 15.

Article 16.

1. A l'alinéa 1er, si le Gouvernement maintenait dans le projet la disposition de l'article 13 selon laquelle l'absence de décision dans le délai de nonante jours équivaut à un refus, il importerait de préciser, pour ce cas, le point de départ du délai de recours.

2. L'alinéa 2 dispose que le Ministre, avant de décider, doit prendre l'avis motivé de la commission mixte d'appel de l'hôtellerie.

La commission mixte d'appel a été réorganisée par l'arrêté royal du 12 septembre 1963 réorganisant le Commissariat général au tourisme. Cet arrêté ne définit pas la mission de la commission mixte d'appel. Aucune autre mission ne lui est dévolue que la mission d'avis prévue par le projet.

L'article 8 de cet arrêté règle la composition de la commission, qui comprend :

1° le secrétaire général du département qui a le tourisme dans ses attributions;

2° le Commissaire général au tourisme;

3° des représentants des milieux professionnels intéressés.

.../...

Il est anormal que le Commissaire général au tourisme siège comme membre de droit dans une commission chargée de donner un avis au Ministre, sur un recours contre une décision de ce même Commissaire général.

A l'alinéa 2 de l'article 16, il y a lieu d'écrire : "par lettre recommandée à la poste, cinq jours au moins avant la date fixée pour l'examen de l'affaire".

Article 18.

L'article 18, dernier alinéa, dispose qu'en cas de cessation définitive des activités couvertes par une autorisation, l'écusson doit être restitué dans les dix jours de "l'événement".

Cet "événement" fait courir un délai; à l'expiration de ce délai, la détention de l'écusson devient illicite, ce qui peut entraîner les sanctions pénales prévues par l'article 6 de la loi. Il est, dès lors, indispensable que le projet détermine avec précision ce qu'il y a lieu d'entendre par ce mot, afin d'éviter, dans toute la mesure possible, des contestations sur le point de départ du délai.

Article 22.

Aux termes de cet article, l'exploitant est tenu de respecter ses prix; le Commissaire général au tourisme statue sur les plaintes qui lui sont adressées et sanctionne les infractions soit en décidant de supprimer au guide officiel de l'hôtellerie la mention de

.../...

l'établissement hôtelier, soit en retirant, en cas de récidive, l'autorisation d'exploiter.

Le projet ne prévoit aucune disposition relative à la manière dont s'exercera le pouvoir du Commissaire général en la matière. Si, en ce qui concerne le retrait de l'autorisation, la procédure sera celle qui est prévue aux articles 15 et 16 du projet, en ce qui concerne la première sanction - l'omission de l'établissement dans le guide - le projet n'impose aucune formalité tendant à la protection des droits de la défense. Il semble indispensable, à cet égard, de prévoir, au minimum, l'audition de l'intéressé et de lui assurer le droit de recours organisé par l'article 16 du projet.

L'article 22 soulève, quant à la forme, les observations suivantes :

- à l'alinéa 2, les mots "examinée par" devraient être remplacés par "adressée au";
- à l'alinéa 4, les mots "de la commission de l'infraction" sont superflus et doivent donc être omis.

Article 23.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'article 23 oblige les exploitants actuels d'établissements hôteliers d'introduire une nouvelle demande d'autorisation, le seul fait de cette demande les autorisant, toutefois, à poursuivre leur exploitation jusqu'à ce qu'intervienne, éventuellement, une décision de refus. L'écusson qui leur a été délivré sur base de l'arrêté royal du 26 août 1935 doit rester apposé sur l'établissement.

.../...

Le projet de texte ci-dessous tient compte des observations qui ont été formulées lors de l'examen des articles. Il propose, en outre, des modifications de forme qui ne requièrent aucune explication.

ARRETE ROYAL RELATIF AU STATUT D'ETABLISSEMENTS HOTELIERS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers;

Vu l'avis du comité technique de l'hôtellerie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE PREMIER. - MISE EN VIGUEUR ET CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI DU 19 FEVRIER 1963.

Article 1er (article 1er du projet).
La loi ... (comme au projet) ...

.../...

Article 2 (article 2 du projet).

Outre les établissements énumérés à l'article 1er de la loi du 19 février 1963, est réputé établissement hôtelier pour l'application de cette loi, tout établissement offrant le logement, avec ou sans repas, dans un but lucratif, sous la dénomination de "gasthof" ou d'"auberge", ou sous toute autre dénomination comprenant l'un des mots "hôtel", "hostellerie", "motel", "pension", "gasthof" ou "auberge", ou rappelant l'un de ces mots sous une autre graphie.

CHAPITRE II.- DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION D'EXPLOITER UN ETABLISSEMENT HOTELIER.

Article 3 (article 4 du projet).

Tout établissement hôtelier doit satisfaire aux conditions suivantes ... (comme au projet) ...

Article 4 (article 5 du projet).

§ 1er. L'établissement hôtelier dénommé "hôtel", "hostellerie", "gasthof", "auberge" ou portant toute autre dénomination comprenant l'un de ces mots ou les rappelant sous une autre graphie, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° comporter ... (comme au projet) ... ;

2° chaque chambre à coucher ... (comme au projet) ... ;

3° les chambres à coucher ... (comme au projet) ... ;

4° si des repas sont servis ... (comme au projet) ... ;

.../...

5° comporter, à l'usage exclusif des hôtes, au moins :

a) une salle de bains ... (comme au projet) ... ; toutes les salles de bains ou de douches doivent être aisément accessibles et installées aux étages destinés au logement des hôtes;

b) un cabinet d'aisances ... (comme au projet) ... ; le système d'aérage des cabinets d'aisances, indépendant de celui des autres locaux ... (comme au projet) ... ;

6° comporter :

a) un ascenseur ... (comme au projet) ... ;

b) la possibilité d'un éclairage ... (comme au projet)..

c) sauf pour les établissements ... (comme au projet).;.

Le nombre de chambres à coucher ayant une telle possibilité de chauffage doit être au moins du tiers du total des chambres à coucher, sans que ce nombre puisse être inférieur à six;

d) le raccordement au réseau téléphonique;

e) à défaut d'une permanence... (comme au projet)...

§ 2. Tout bâtiment destiné au logement des hôtes qui n'est accessible que si l'on quitte le bâtiment principal ... (comme au projet) ...

.../...

Article 5 (article 6 du projet).

L'établissement hôtelier dénommé "motel" ou portant toute autre dénomination comprenant ce mot ou le rappelant sous une autre graphie, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° être érigé ... (comme au projet) ... ;

2° être accessible ... (comme au projet) ... ;

3° satisfaire aux conditions fixées par l'article 4, 1° à 6°. Cependant, l'établissement doit compter à l'usage exclusif des hôtes, un minimum de quinze chambres à coucher. Dans chaque pavillon, les chambres à coucher doivent, pour la moitié de leur nombre au moins, être pourvues d'une salle de bains ou de douches; chaque pavillon doit comporter en outre une salle de bains ou de douches par groupe ou, éventuellement, par fraction de groupe de six chambres à coucher qui n'en sont pas pourvues ;

4° assurer un service tel que :

a) les voyageurs puissent prendre leurs repas dans un restaurant faisant partie intégrante du motel ou situé à proximité, sans qu'ils soient obligés d'y prendre un repas ou une consommation quelconque;

b) les véhicules puissent :

- être garés ... (comme au projet) ... ;
- bénéficier, à la station du motel ou à une station située à proximité, de services tels le contrôle des pneus et le ravitaillement en essence, en huile et en eau.

.../...

Article 6 (article 7 du projet).

L'établissement hôtelier dénommé "pension" ou portant toute autre dénomination comprenant ce mot ou le rappelant sous une autre graphie, doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° comporter ... (comme au projet) ... ;

2° chaque chambre à coucher ... (comme au projet) ... ;

3° si des repas sont servis ... (comme au projet) ... ;

4° comporter, à l'usage exclusif des hôtes, au moins :

a) une salle de bains... (comme au projet) ... ; toutes les salles de bains ou de douches doivent être aisément accessibles et installées aux étages destinés au logement des hôtes;

b) un cabinet d'aisances ... (comme au projet) ... ;

5° comporter :

a) la possibilité ... (comme au projet) ... ;

b) sauf pour les établissements ... (comme au projet). Le nombre des chambres à coucher ayant une telle possibilité de chauffage doit être au moins du tiers du total des chambres à coucher sans que ce nombre puisse être inférieur à quatre;

c) ... (comme au projet) ... ;

d) ... (comme au projet) ...

.../...

Article 7 (article 8 du projet) .

Les conditions habituelles .. (comme au projet) ...

Article 8 (article 9 du projet).

Les clients qui se présentent dans un établissement hôtelier alors que celui-ci est complet, ne peuvent être logés chez les particuliers que dans des circonstances exceptionnelles et moyennant leur accord préalable.

Article 9 (article 11 du projet).

Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions peut, par voie de dispositions générales ou particulières et aux conditions qu'il détermine, accorder des dérogations aux prescriptions des articles 4, 5, 6 et 7, en vue de tenir compte de situations régionales, spéciales ou acquises.

Ces dérogations sont accordées après avis du comité technique de l'hôtellerie.

CHAPITRE III. - DE L'OCTROI ET DU RETRAIT DE L'AUTORISATION.

Article 10 (article 12 du projet).

La demande d'autorisation est adressée au Commissaire général au tourisme par lettre recommandée à la poste.

Elle doit être accompagnée :

.../...

1° d'un bulletin d'information donnant les caractéristiques de l'établissement;

2° d'un certificat de bonne vie et moeurs délivré depuis moins d'un mois au nom de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement hôtelier.

Il doit être fait usage des formulaires de demande et des bulletins d'information fournis par le Commissaire général au tourisme.

Article 11 (article 13 du projet).

...(Voir l'observation au sujet de l'article 13 du projet) ...

Article 12 (article 14 du projet).

En cas de décès du titulaire de l'autorisation, l'exploitation de l'établissement hôtelier peut être poursuivie à condition qu'une nouvelle demande d'autorisation soit introduite dans les six mois du décès et jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur la demande.

Article 13 (article 10, § 2, du projet).

En cas de remplacement de la personne chargée de la gestion journalière de l'établissement hôtelier, l'exploitant est tenu de faire parvenir au Commissaire général au tourisme, par lettre recommandée à la poste et dans les huit jours de l'entrée en fonctions du nouveau gérant, un certificat de bonne vie et moeurs délivré au nom de ce dernier depuis moins d'un mois.

.../...

Article 14 (article 15, § 2, du projet).

Avant de prendre toute décision retirant définitivement ou temporairement une autorisation, le Commissaire général au tourisme avise l'intéressé, par lettre recommandée à la poste, du motif du retrait projeté.

L'intéressé a dix jours à compter de l'envoi de cet avis pour transmettre ses observations écrites au Commissaire général au tourisme.

Toute décision de retrait est motivée; elle est notifiée par lettre recommandée à la poste.

Article 15 (article 16 du projet).

... (Voir l'observation formulée au sujet de l'article 16 du projet) ...

Article 16 (article 17 du projet).

Le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement hôtelier est informé par le Commissaire général au tourisme, de l'octroi, du refus ou du retrait de l'autorisation.

CHAPITRE IV. - DES ECUSSONS, DES REDEVANCES ET DES PRIX.

Article 17 (article 18 du projet).

Le Commissaire général au tourisme délivre au titulaire d'une autorisation un écusson qui reste la propriété de l'Etat etqui doit être apposé visiblement sur l'établissement, à proximité de l'entrée principale.

.../...

Le modèle de l'écusson varie selon les catégories d'établissements déterminées aux articles 4, 5 et 6.

En cas de retrait définitif de l'autorisation, l'écusson doit être restitué dans les dix jours de la notification de la décision de retrait ou, en cas de recours, dans les dix jours de la notification de la décision confirmant le retrait.

En cas de cessation ... (voir l'observation formulée au sujet de l'article 18, dernier alinéa, du projet).

Article 18 (article 19 du projet).

Le titulaire d'une autorisation ... (comme au projet) ...

Article 19 (article 20 du projet).

Le Commissaire général au tourisme... (comme au projet) ...

Article 20 (article 21 du projet).

A la demande du Commissaire général au tourisme et pour la date qu'il fixe, les exploitants d'établissements hôteliers sont tenus de communiquer annuellement par lettre recommandée à la poste, les prix minimaux et maximaux, en saison et hors saison, des services déterminés dans la demande.

.../...

Si les prix ne sont pas communiqués pour la date fixée, le guide officiel de l'hôtellerie mentionnera les prix communiqués l'année précédente. Si ces derniers prix n'ont pas été communiqués, l'établissement hôtelier ne sera pas mentionné dans le guide.

L'autorisation d'exploiter un établissement hôtelier peut être retirée suivant la procédure déterminée aux articles 14 et 15, si l'exploitant a négligé, pendant deux années consécutives, de donner suite à la demande prévue à l'alinéa 1er.

Toute modification des prix doit être notifiée, par lettre recommandée à la poste, au Commissaire général au tourisme qui en accuse réception de la même manière. L'intéressé peut appliquer les nouveaux prix dès qu'il est en possession de l'accusé de réception du Commissaire général au tourisme et, en tout cas, à l'expiration du délai de dix jours à dater de sa propre notification.

Article 21 (article 22 du projet).

... (Voir l'observation formulée au sujet de l'article 22 du projet) ...

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES.

Article 22 (article 25 du projet).

L'arrêté royal du 26 août 1935 d'exécution du statut de l'hôtellerie, modifié par les arrêtés royaux des 1er décembre 1935, 20 février 1936, 13 mai 1938, 5 février 1940, 22 février 1951 et 11 janvier 1955, est abrogé.

.../...

Article 23 (article 23 du projet).

Tout exploitant d'établissements hôteliers doit introduire, par lettre recommandée à la poste, une nouvelle demande d'autorisation dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté. L'introduction de cette demande l'autorise à poursuivre son exploitation jusqu'à la notification éventuelle d'une décision définitive de refus.

L'écusson délivré conformément à l'arrêté royal du 26 août 1935 d'exécution du statut de l'hôtellerie doit rester apposé sur l'établissement. Il doit être restitué en cas de refus de l'autorisation.

Par dérogation à l'article 11... (comme à l'article 23 du projet)...

Article 24 (article 24 du projet).

Celui qui exploite un établissement hôtelier le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté dispose d'un délai de cinq ans pour se conformer aux prescriptions des articles 3, 4, 5 et 6.

Article 25 (article 26 du projet).

... (comme au projet) ...

Article 26 (article 27 du projet).

... (comme au projet) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

Het ontwerp-besluit geeft uitvoering aan de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Een aantal artikelen van het ontwerp herhalen bepalingen uit de wet van 19 februari 1963.

Aan die werkwijze zijn gevaren verbonden die uit de weg moeten worden gegaan. Opneming van wetsbepalingen in een besluit kan de indruk wekken, dat die bepalingen handelingen van de uitvoerende macht zijn geworden, terwijl zij toch handelingen van de wetgevende macht blijven; omtrent de werkelijke aard van die bepalingen kan namelijk verwarring ontstaan wanneer men in het koninklijk besluit wijzigingen gaat aanbrengen.

Men schrappe die artikelen dus uit het ontwerp. De aan het slot van het advies voorgestelde tekst houdt daarmede, en ook met verderop te maken opmerkingen rekening.

2. Het ontwerp is verdeeld in vier titels, die zelf in hoofdstukken zijn onderverdeeld. De omvang van de behandelde stof wettigt die onderverdelingen niet.

+

+ +

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het is niet geraden in het opschrift van een besluit alleen te zeggen dat het een wet uitvoert.

AANHEF.

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 12 september 1963 tot reorganisatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme moet als overbodig vervallen.

ARTIKELEN.

Artikel 2.

Dit artikel herhaalt artikel 1, eerste lid, van de wet, maar vult de aldaar gegeven opsomming aan met de benamingen "hostellerie" en "auberge", en voegt er de volgende volzin aan toe : "of onder enigerlei andere benaming, die één dezer woorden bevat of die met het ene of andere van deze woorden kan verward worden".

Krachtens het tweede lid van artikel 1 van de wet kan de Koning de opsomming van het eerste lid "met elke andere benaming aanvullen, na advies van het in artikel 4, § 2, bedoelde technisch comité voor het hotelwezen ingewonnen te hebben".

.../...

Wanneer hij aan de benamingen "hotel", "gasthof", "motel" en "pension", de benamingen "hostellerie", "auberge" en de woorden "enigerlei andere benaming die één dezer woorden bevat" toevoegt, maakt de Koning gebruik van de macht die de wet hem verleent.

Waar het ontwerp ook tot de hotelinrichtingen rekent iedere inrichting die wordt geëxploiteerd onder een benaming die met de opgegeven benamingen kan worden verward, werkt het, in verband met de vraag of een inrichting al dan niet onder de wet valt, met een subjectief beoordelingsgegeven.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de bedoeling van de Regering, mede als hotelinrichtingen op te sommen die waarvan de benaming, anders geschreven, aan de benamingen uit de wet en uit het besluit doet denken. Een tekst in die zin wordt in overweging gegeven.

Artikel 3.

Artikel 3 van het ontwerp herhaalt artikel 2 van de wet, hetwelk bepaalt dat niemand zonder vergunning een hotelinrichting mag exploiteren, en voegt eraan toe "noch in de uitoefening van dat bedrijf een van de benamingen bedoeld in artikel 2 gebruiken".

.../...

Ook hier geldt de opmerking over het gevaar, een wettekst op te nemen in een besluit van de uitvoerende macht. Dat gevaar is hier des te groter daar het ontwerp de wettekst niet ongewijzigd overneemt, maar er een verbod aan toevoegt dat niet met zoveel woorden in de wet is opgelegd. Die verruiming van de wettekst lijkt bovendien buiten 's Konings bevoegdheid te vallen; de draagwijdte van een wettekst op overtreding waarvan straf staat, mag de Koning niet toelichten of interpreteren.

Artikel 3 moet dus vervallen.

Artikel 4.

Dit is een algemene bepaling. Men leze : "Iedere hotelinrichting ...", zodat de verwijzing naar dat artikel in de artikelen 5, 6 en 7 van het ontwerp kan vervallen.

Artikel 5.

Dit artikel zou in twee paragrafen moeten worden verdeeld; de tekst onder 7°, die geen eis stelt waaraan iedere hotelinrichting moet voldoen, zou § 2 vormen.

Artikel 6.

Onder 4°, a, betekent de volzin "zonder dat zij verplicht zijn er pension te nemen of er drank te gebruiken", volgens de gemachtigde ambtenaar : "zonder dat zij verplicht zijn er een maaltijd te nemen of iets te gebruiken". In de voorgestelde tekst is met deze uitleg rekening gehouden.

.../...

Artikel 7.

Onder 5°, b, staat in de Nederlandse tekst geen overeenkomstig woord voor het Franse "exploitées".

Artikel 9.

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, is in de uitdrukking "bij uitzondering" niet gedacht aan de toestand die het gevolg is van het bezet zijn van alle kamers van de inrichting. Is bijvoorbeeld een hotel voor een gans seizoen geheel bezet, dan mag de hotelhouder de klanten die zich tijdens het seizoen nog mochten aanmelden, niet bij particulieren onderbrengen.

De voorgestelde tekst houdt hiermede rekening.

Artikel 10.

§ 1, een herhaling van artikel 5, 2°, van de wet van 19 februari 1963, kan als overbodig vervallen.

Krachtens § 2 moet de exploitant aan de Commissaris-Generaal voor toerisme een bewijs van goed zedelijk gedrag zenden, op naam van de persoon die met het dagelijks beheer van de inrichting belast is, telkens als die vervangen wordt. Die verplichting is hierdoor gewettigd, dat de vergunning kan worden geweigerd of ingetrokken indien degene die voor het dagelijks beheer van de inrichting instaat, veroordeeld is wegens een van de misdrijven bedoeld in artikel 5, 2°, van de wet.

.../...

Het verdient aanbeveling die bepaling in te voegen in een nieuw artikel, na artikel 14 van het ontwerp.

Artikel 13.

Luidens dit artikel is de termijn van negentig dagen waarbinnen de Commissaris-Generaal moet beslissen, een uiterste termijn : "de ontstentenis van een beslissing binnen de gestelde termijn wordt gelijkgesteld met een beslissing tot weigering".

Het gevolg dat het ontwerp aan het verstrijken van de termijn verbindt, is niet overeen te brengen met de verplichting tot motivering van weigeringsbeslissingen. Dat er weigering van vergunning zou zijn alleen maar omdat de termijn verstreken is, is een uithollen van de regel van de motivering, want de Commissaris-Generaal voor toerisme zou de termijn van negentig dagen gewoon kunnen laten verstrijken, met het gevolg dat de vergunning wordt geweigerd zonder dat hij de redenen daarvan hoeft op te geven.

De motivering van de in dezen te nemen beslissingen is voor de aanvrager een belangrijke waarborg. Volgens het ontwerp zal de Commissaris-Generaal voor toerisme in feite die waarborg kunnen verlenen of weigeren naargelang hij uitdrukkelijk dan wel stilzwijgend beslist. Die regeling levert gevaar op voor de rechten van de verdediging, welke de wet in haar artikel 3 heeft willen vrijwaren.

.../...

Artikel 14.

De eerste volzin van dit artikel is overbodig. Artikel 2 van de wet zegt reeds dat niemand zonder vergunning een hotelinrichting mag exploiteren.

De Raad van State stelt vast, dat in artikel 14, zoals het is gesteld, het uitblijven van een uitdrukkelijke beslissing tot gevolg heeft dat de vergunning is toegestaan, terwijl dit in artikel 13 weigering van vergunning tot gevolg heeft.

Artikel 15.

Paragraaf 1, een parafrase van artikel 5, 1°, van de wet, moet vervallen om de redenen die in de algemene opmerkingen zijn opgegeven.

Paragraaf 1 is trouwens onvolledig : er wordt niets gezegd over de overtreding van de bepalingen van hoofdstuk III van titel III van het ontwerp, terwijl die overtredingen kunnen worden gestraft met definitieve of tijdelijke intrekking van de vergunning onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 21 en 22 van het ontwerp.

In § 2 is het niet voldoende te zeggen dat aan de betrokkene kennis moet worden gegeven van de grond van hetgeen een ontwerp-beslissing is; de beslissing tot intrekking van de vergunning moet ook nog worden gemotiveerd.

.../...

Anderzijds blijkt onrechtstreeks uit artikel 16 van het ontwerp, dat van de beslissing bij een ter post aangetekende brief kennis moet worden gegeven. Die formaliteit zou in artikel 15 uitdrukkelijk moeten worden voorgeschreven.

Artikel 16.

1. Indien de Regering de bepaling van artikel 13, volgens welke de ontstentenis van een beslissing binnen de termijn van negentig dagen wordt gelijkgesteld met een beslissing tot weigering, in het ontwerp handhaaft, zou het eerste lid, voor dat geval, moeten bepalen wanneer de termijn voor het instellen van beroep ingaat.

2. Volgens het tweede lid moet de Minister, eer hij beslist, het gemotiveerd advies van de gemengde commissie van beroep van het hotelwezen vragen.

De gemengde commissie van beroep is gereorganiseerd door het koninklijk besluit van 12 september 1963 tot reorganisatie van het Commissariaat-Generaal voor toerisme. Dat besluit zegt niet welke taak de gemengde commissie van beroep heeft. Een andere dan de adviserende taak welke het ontwerp haar opdraagt, heeft zij niet te vervullen.

.../...

Artikel 8 van dat besluit regelt de samenstelling van de commissie, namelijk :

1° de secretaris-generaal van het departement tot welks bevoegdheid het toerisme behoort;

2° de Commissaris-Generaal voor toerisme;

3° vertegenwoordigers van de betrokken beroepskringen.

Het is abnormaal dat de Commissaris-Generaal voor toerisme als lid van rechtswege zitting heeft in een commissie, die de Minister van advies moet dienen over een beroep tegen een beslissing van diezelfde Commissaris-Generaal.

In de Franse tekst van het tweede lid van artikel 16 leze men : "par lettre recommandée à la poste, cinq jours au moins avant la date fixée pour l'examen de l'affaire".

Artikel 18.

Het laatste lid van artikel 18 bepaalt : "Bij definitieve staking van het door de vergunning gedekte bedrijf, moet het schild, binnen tien dagen "na de gebeurtenis" ... teruggegeven worden".

.../...

Die "gebeurtenis" doet een termijn ingaan; wie het schild na het verstrijken van die termijn behoudt, kan worden gestraft met de straffen bepaald in artikel 6 van de wet. Het is dan ook volstrekt nodig dat het ontwerp duidelijk zegt wat onder dat woord moet worden verstaan, ten einde zoveel mogelijk betwistingen over de datum van ingang van die termijn te voorkomen.

Artikel 22.

Luidens dit artikel moet de exploitant zijn prijzen naleven; de Commissaris-Generaal voor toerisme doet uitspraak over de bezwaren die bij hem worden ingebracht en straft de overtredingen ofwel met schrapping van de hotelinrichting uit de officiële hotelgids, ofwel, in geval van herhaling, met intrekking van de exploitatievergunning.

Het ontwerp zegt nergens hoe de Commissaris-Generaal in die aangelegenheid zijn bevoegdheid zal uitoefenen. Wordt voor de intrekking van de vergunning de procedure van de artikelen 15 en 16 van het ontwerp toegepast, voor de eerste straf - schrapping van de inrichting uit de hotelgids - schrijft het ontwerp geen formaliteiten voor met het oog op de bescherming van de rechten van de verdediging. Het lijkt in dat opzicht onmisbaar ten minste te bepalen, dat de betrokkene zal worden gehoord, en hem het recht te verlenen om het in artikel 16 van het ontwerp georganiseerde beroep in te stellen.

.../...

Over de vorm van artikel 22 is nog het volgende op te merken :

- in het tweede lid vervange men de woorden "door de Commissaris-Generaal voor toerisme onderzocht" door "aan de Commissaris-Generaal voor toerisme gericht";
- in de Franse tekst van het vierde lid moeten de woorden "de la commission de l'infraction" als overbodig vervallen.

Artikel 23.

Volgens de uitleg die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, verplicht artikel 23 de huidige exploitanten van hotelinrichtingen tot het indienen van een nieuwe aanvraag om vergunning, maar door het feit alleen dat zij die aanvraag indienen, is het hun toegestaan hun exploitatie voort te zetten tot eventueel een beslissing wordt genomen waarbij de vergunning wordt geweigerd. Het schild dat hun op grond van het koninklijk besluit van 26 augustus 1935 is afgegeven, moet op de inrichting bevestigd blijven.

De hierna voorgestelde tekst houdt rekening met de opmerkingen die bij het onderzoek van de artikelen zijn gemaakt. Hij bevat bovendien vormwijzigingen die geen commentaar behoeven.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE HET STATUUT VAN HOTELINRICHTINGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen;

Gelet op het advies van het technisch comité van het hotelwezen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. INWERKINGTREDING EN WERKINGSSFEER VAN DE WET VAN 19 FEBRUARI 1963.

Artikel 1 (artikel 1 van het ontwerp).

De wet ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 2 (artikel 2 van het ontwerp).

Behalve de inrichtingen genoemd in artikel 1 van de wet van 19 februari 1963, wordt voor de toepassing van die wet als hotelinrichting aangemerkt, iedere

.../...

inrichting die, met winstoogmerk, logies met of zonder maaltijden verstrekt onder de benaming "hostellerie" of "auberge", of onder enigerlei andere benaming, waarin een van de woorden "hotel", "hostellerie", "motel", "pension", "gasthof" of "auberge" voorkomt of die, anders geschreven, aan een van die woorden doet denken.

HOOFDSTUK II. VOORWAARDEN VOOR DE VERGUNNING TOT HET EXPLOITEREN VAN EEN HOTELINRICHTING.

Artikel 3 (artikel 4 van het ontwerp).

Iedere hotelinrichting moet aan de volgende eisen voldoen : ... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 4 (artikel 5 van het ontwerp).

§ 1. De hotelinrichting welke de benaming "hotel", "hostellerie", "gasthof", "auberge" of enigerlei andere benaming draagt, waarin een van die woorden voorkomt of die, anders geschreven, aan een van die woorden doet denken, moet aan de volgende eisen voldoen :

1° beschikken over ten minste zes slaapkamers, uitsluitend ten behoeve van gasten; in gemeenten echter met meer dan 100.000 inwoners en in elke agglomeratie waarvan de samenstelling na advies van het technisch comité van het hotelwezen zal worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, wordt het minimumaantal slaapkamers op vijftien gebracht;

.../...

2° iedere slaapkamer moet rechtstreeks licht en buitenlucht ontvangen door ten minste één raam en voorzien zijn van ten minste één wastafel met warm en koud stromend water in de slaapkamer of in de belendende badkamer of douchecel; er moet een aansluiting voor een elektrisch scheerapparaat en een oproeptoestel zijn;

3° ... (zoals in het ontwerp) ...

4° ... (zoals in het ontwerp) ...

5° uitsluitend ten behoeve van gasten beschikken over ten minste :

a) een badkamer met douche of een douchecel met warm en koud stromend water en met een oppervlakte van ten minste twee vierkante meter, per groep of eventueel per deel van een groep van twintig slaapkamers die er geen hebben; alle badkamers of douchecellen moeten gemakkelijk te bereiken zijn en geïnstalleerd zijn op de verdiepingen bestemd voor het logeren van de gasten;

b) één W.C. met spoelinrichting, per groep of eventueel per deel ... (voorts zoals in het ontwerp) ...;

.../...

6° beschikken over :

a) een lift ... (zoals in het ontwerp) ...;

b) de mogelijkheid ... (zoals in het ontwerp) ...;

c) behalve voor de inrichtingen die slechts tijdens het zomerseizoen open zijn, de mogelijkheid tot een bestendige en voldoende verwarming van de gemeenschappelijke lokalen, in bedrijf zijnde slaapkamers, badkamers of douchecellen en zijgangen; ten minste een derde van het totaal aantal slaapkamers en alleszins zes moeten zo kunnen worden verwarmd;

d)telefoon;

e)een nachtbel ... (zoals in het ontwerp) ...

§ 2. Elk voor logies bestemd gebouw dat niet te bereiken is zonder het hoofdgebouw te moeten verlaten, wordt als bijgebouw beschouwd. Het bijgebouw moet aan dezelfde normen beantwoorden als de hotelinrichting bedoeld in dit artikel; er moeten echter ten minste zes slaapkamers zijn. Alle documenten, correspondentie of handelspubliciteit betreffende de slaapkamers uit een bijgebouw moeten het woord "bijgebouw" vermelden.

.../...

Artikel 5 (artikel 6 van het ontwerp).

De hotelinrichting welke de benaming "motel" of enigerlei andere benaming draagt, waarin dat woord voorkomt of die, anders geschreven, daaraan doet denken, moet aan de volgende eisen voldoen :

1° opgericht zijn buiten de gemeentekommen ;

2° een rechtstreekse toegang ... (zoals in het ontwerp) ...;

3° voldoen aan de eisen van artikel 4, 1° tot 6°. De inrichting moet echter beschikken over ten minste vijftien slaapkamers uitsluitend ten behoeve van gasten. In elk paviljoen moet ten minste de helft van de slaapkamers voorzien zijn van een badkamer of douchecel ; bovendien moet er in elk paviljoen een badkamer of douchecel zijn per groep of eventueel per gedeelte van een groep van zes slaapkamers die er geen hebben ;

4° voorzien in een dienst waardoor :

a. de reizigers hun maaltijden kunnen nemen in een restaurant dat deel uitmaakt van het motel zelf of in de onmiddellijke nabijheid ervan gelegen is, zonder dat zij verplicht zijn er een maaltijd te nemen of iets te gebruiken;

b. de voertuigen :
- kunnen worden gestald op een parkeerplaats of in een privégarage die deel uitmaakt van het motel zelf;
- in het service-station van het motel of in een nabijgelegen service-station kunnen beschikken over diensten als het nazien van de bandenspanning en bevoorrading met benzine, water en olie.

.../...

Artikel 6 (artikel 7 van het ontwerp).

De hotelinrichting welke de benaming "pension" of enigerlei andere benaming draagt waarin dat woord voorkomt of die, anders geschreven, daaraan doet denken, moet aan de volgende eisen voldoen :

1° uitsluitend ... (zoals in het ontwerp) ... ;

2° elke slaapkamer moet voorzien zijn van ten minste één wastafel met stromend water, in de slaapkamer of in de belendende badkamer of douchecel, en van een oproeptoestel ;

3° indien maaltijden ... (zoals in het ontwerp) ...;

4° uitsluitend ten behoeve van gasten beschikken over ten minste :

a. een badkamer of douchecel met warm en koud stromend water en met een oppervlakte van ten minste twee vierkante meter, per groep of eventueel per deel van een groep van twintig slaapkamers die er geen hebben ; alle badkamers of douchecellen moeten gemakkelijk te bereiken zijn en geïnstalleerd zijn op de verdiepingen bestemd voor het logeren van gasten;

b. één W.C. met spoelinrichting, per groep of eventueel per deel van een groep van twaalf kamers die er geen hebben ... (voorts zoals in het ontwerp) ... ;

5° beschikken over :

a. de mogelijkheid om ... (zoals in het ontwerp) ... ;

.../...

b. de mogelijkheid tot een bestendige en voldoende verwarming van de gemeenschappelijke lokalen, de in bedrijf zijnde slaapkamers, badkamers of douchecellen en zijgangen, behalve voor inrichtingen die slechts tijdens het zomerseizoen open zijn.

Ten minste een derde van het totaal aantal slaapkamers, en alleszins vier moeten zo kunnen worden verwarmd ;

c. ... (zoals in het ontwerp) ...

d. ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 7 (artikel 8 van het ontwerp).

De gewone huurvoorwaarden van de hotelinrichting mogen niet toestaan dat slaapkamers ten behoeve van gasten voor een kortere duur dan het tijdsbestek van de ene dag tot de andere, met inbegrip van de nacht, verhuurd worden.

Artikel 8 (artikel 9 van het ontwerp).

Klanten die zich in een hotelinrichting aanmelden wanneer deze geheel bezet is, mogen alleen in buitengewone omstandigheden en met hun voorafgaande instemming, bij particulieren worden ondergebracht.

Artikel 9 (artikel 11 van het ontwerp).

De Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, kan bij algemene of bijzondere maatregelen en onder door hem vastgestelde voorwaarden, toestaan dat van de voorschriften van de artikelen 4, 5, 6 en 7 wordt afgeweken, ten einde met gewestelijke, bijzondere of verkregen toestanden rekening te houden.

.../...

Die afwijkingen worden toegestaan na advies van het technisch comité van het hotelwezen.

HOOFDSTUK III.- TOEKENNING EN INTREKKING VAN VERGUNNING.

Artikel 10 (artikel 12 van het ontwerp).

De aanvraag om vergunning wordt bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Commissaris-Generaal voor toerisme.

Bij de aanvraag worden gevoegd :

1° een inlichtingsbulletin met de kenmerken van de inrichting ;

2° een bewijs van goed zedelijk gedrag sedert minder dan een maand afgegeven op naam van degene die met het dagelijks beheer van de inrichting belast is.

Er moet gebruik worden gemaakt van de aanvraagformulieren en inlichtingenbulletins die het Commissariaat-Generaal voor toerisme verschaft.

Artikel 11 (artikel 13 van het ontwerp).

... (Zie de opmerking bij artikel 13 van het ontwerp)...

.../...

Artikel 12 (artikel 14 van het ontwerp).

Ingeval de vergunninghouder overlijdt, mag de hotelinrichting voort worden geëxploiteerd, op voorwaarde dat een nieuwe aanvraag om vergunning wordt ingediend binnen zes maanden na het overlijden en tot definitief op de aanvraag is beschikt.

Artikel 13 (artikel 10, § 2, van het ontwerp).

Wordt degene die met het dagelijks beheer van de hotelinrichting belast is, vervangen, dan moet de exploitant binnen acht dagen na de indiensttreding van de nieuwe beheerder de Commissaris-Generaal voor toerisme bij een ter post aangetekende brief in het bezit stellen van een bewijs van goed zedelijk gedrag dat sedert minder dan één maand op naam van die persoon is afgegeven.

Artikel 14 (artikel 15, § 2, van het ontwerp).

Alvorens enige beslissing tot definitieve of tijdelijke intrekking van een vergunning te nemen, geeft de Commissaris-Generaal voor toerisme, bij een ter post aangetekende brief, aan de betrokkene kennis van de reden van de voorgenomen intrekking.

De betrokkene heeft tien dagen, te rekenen van de verzending van die kennisgeving, om zijn schriftelijke opmerkingen aan de Commissaris-Generaal voor toerisme te laten geworden.

.../...

Iedere beslissing tot intrekking wordt gemotiveerd; zij wordt bij een ter post aangetekende brief ter kennis gebracht.

Artikel 15 (artikel 16 van het ontwerp).

...(Zie opmerking bij artikel 16 van het ontwerp)...

Artikel 16 (artikel 17 van het ontwerp).

De burgemeester van de gemeente waar de hotelinrichting gelegen is, wordt door de Commissaris-Generaal voor toerisme ingelicht over het toekennen, het weigeren of het intrekken van de vergunning.

HOOFDSTUK IV.- SCHILDEN, BIJDRAGEN EN PRIJZEN.

Artikel 17 (artikel 18 van het ontwerp).

De Commissaris-Generaal voor toerisme geeft aan de vergunninghouder een schild af, dat eigendom van de Staat blijft en dat dicht bij de hoofdingang zichtbaar op de hotelinrichting moet worden aangebracht.

Het model van het schild verschilt naar gelang van de categorieën van inrichtingen, bepaald in de artikelen 4, 5 en 6.

Bij definitieve intrekking van de vergunning moet het schild worden teruggegeven binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing tot intrekking of, ingeval beroep is ingesteld, binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing die de intrekking bevestigt.

.../...

Bij definitieve stopzetting ... (zie de opmerking bij artikel 18, laatste lid, van het ontwerp) ...

Artikel 18 (artikel 19 van het ontwerp).

De houder van ... (zoals in het ontwerp) ...

Zij moet betaald worden vooraleer de vergunning wordt afgegeven en daarna vóór 1 maart van ieder jaar na het jaar van die afgifte.

Zij wordt ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 19 (artikel 20 van het ontwerp).

De Commissaris-Generaal ... (zoals in het ontwerp)...

Artikel 20 (artikel 21 van het ontwerp).

De exploitanten van hotelinrichtingen moeten jaarlijks, op aanvraag en op de door de Commissaris-Generaal voor toerisme vastgestelde datum,bij een ter post aangetekende brief, de minimum- en maximumprijzen van de in de aanvraag bepaalde diensten tijdens en buiten het seizoen mededelen.

Indien de prijzen op de gestelde datum niet zijn medegedeeld, vermeldt de Officiële Hotelgids de prijzen die het vorig jaar werden medegedeeld. Zijn ook die prijzen niet medegedeeld, dan wordt de hotelinrichting niet vermeld in de gids.

.../...

De vergunning om een hotelinrichting te exploiteren, kan overeenkomstig de in de artikelen 14 en 15 bepaalde procedure worden ingetrokken, indien de exploitant twee jaar na elkaar verzuimd heeft gevolg te geven aan de in het eerste lid bedoelde aanvraag.

Iedere prijsverandering moet bij een ter post aangetekende brief ter kennis worden gebracht van de Commissaris-Generaal voor toerisme, die daarvan op dezelfde wijze ontvangst bericht. De betrokkene mag de nieuwe prijzen toepassen zodra hij in het bezit is van de kennisgeving van ontvangst van de Commissaris-Generaal voor toerisme en, in ieder geval, bij het verstrijken van de termijn van tien dagen te rekenen van zijn eigen kennisgeving.

Artikel 21 (artikel 22 van het ontwerp).

...(zie de opmerking bij artikel 22 van het ontwerp)...

HOOFDSTUK V.- OPHEFFINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 22 (artikel 25 van het ontwerp).

Het koninklijk besluit van 26 augustus 1935 tot uitvoering van het statuut van het hotelwezen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 december 1935, 20 februari 1936, 13 mei 1938, 5 februari 1940, 22 februari 1951 en 11 januari 1955, wordt opgeheven.

.../...

Artikel 23 (artikel 23 van het ontwerp).

Iedere exploitant van hotelinrichtingen moet, bij een ter post aangetekende brief, een nieuwe aanvraag om vergunning indienen binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit. Door het indienen van die aanvraag is hij gemachtigd zijn bedrijf voort te zetten tot hem eventueel kennis wordt gegeven van een definitieve weigeringsbeslissing.

Het schild, afgegeven overeenkomstig het koninklijk besluit van 26 augustus 1935 tot uitvoering van het statuut van het hotelwezen, moet op de inrichting bevestigd blijven. Het moet worden teruggegeven ingeval de vergunning wordt geweigerd.

In afwijking van artikel 11 ... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 24 (artikel 24 van het ontwerp).

Hij die een hotelinrichting exploiteert de dag dat dit besluit in werking treedt, beschikt over een termijn van vijf jaar om zich te gedragen naar de voorschriften van de artikelen 3, 4, 5 en 6.

Artikel 25 (artikel 26 van het ontwerp).

Dit besluit treedt 1 juli 1964 in werking.

Artikel 26 (artikel 27 van het ontwerp).

... (zoals in het ontwerp) ...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.